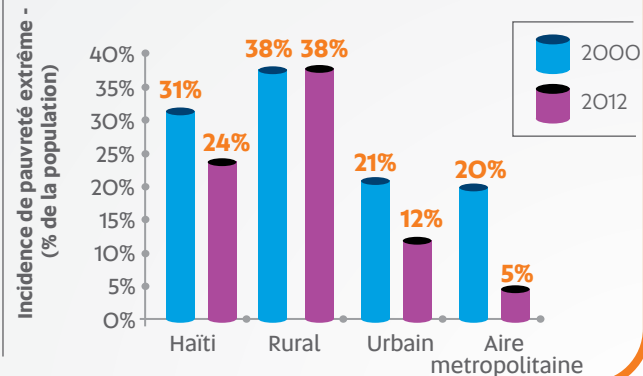


Investir dans la population

pour réduire la pauvreté et construire l'avenir d'Haïti

Taux de pauvreté et de vulnérabilité très élevés.

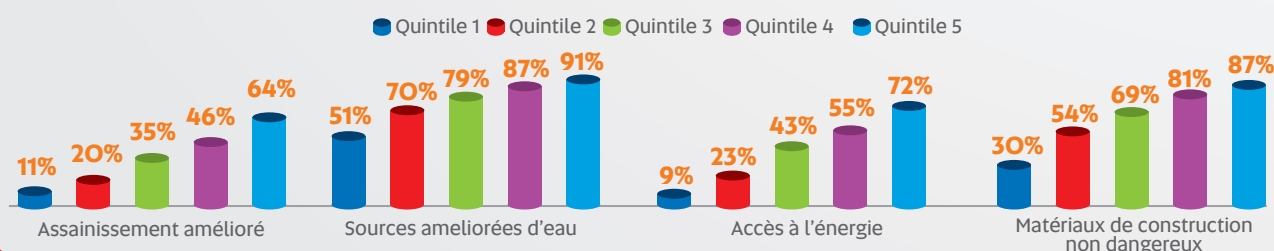
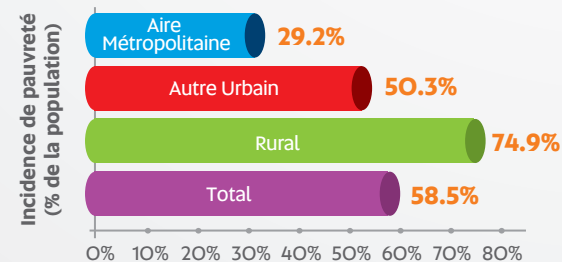
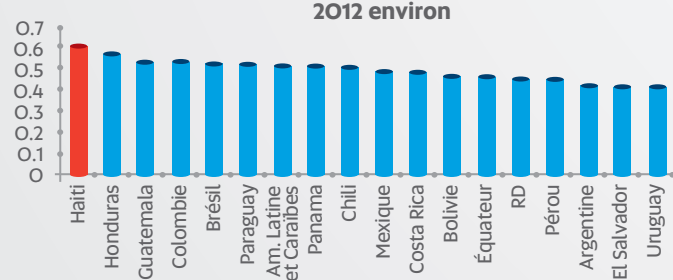
Entre 2000 et 2012, le taux national d'extrême pauvreté est passé de 31 à 24%. Toutefois, la pauvreté reste répandue, avec 6,3 millions de pauvres (58.5%) et, parmi eux, 2,5 millions de personnes (24%) ne pouvant pas se nourrir correctement. Presque la moitié de la population est pauvre et manque d'accès aux services de base. 1 million d'Haïtiens pourraient tomber dans la pauvreté suite à un choc.



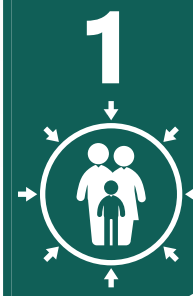
La distribution des revenus et l'accès aux services sont très inégaux.

Le taux d'inégalité des revenus (coefficient de Gini) stagne à 0,61 depuis plus de 10 ans et s'est détérioré dans les zones rurales en passant de 0,50 à 0,56. Le 20% le plus riche de la distribution concentre plus de 60 % de la richesse nationale. En dépit de quelques améliorations (le taux de fréquentation scolaire d'enfants de 6-14 ans est passé de 78 à 90 %), l'accès aux services de base demeure limité et inégal : parmi les deux quintiles les plus pauvres (40% de la population), seulement 15% ont accès à un assainissement de qualité, contre 65% parmi les 20% les plus aisés.

Inégalité des revenus en Haïti et en Amérique Latine, 2012 environ



Pour lutter contre la pauvreté et les inégalités d'une manière durable, au-delà de la favorisation d'une plus forte croissance économique et de l'amélioration de la gouvernance, les politiques publiques devraient se concentrer sur trois domaines clés:



Investir dans la population. Le renforcement du capital humain des individus et des ménages est une condition cruciale pour la réduction durable de la pauvreté. Une attention particulière doit être portée aux femmes et aux enfants, qui sont particulièrement vulnérables. Il est donc nécessaire de concentrer les efforts pour élargir l'accès à l'éducation primaire et aux soins de santé de base, tout en améliorant la qualité des services fournis.

Quand le chef de ménage a une éducation secondaire complète, la famille a 5 fois moins de chances d'être pauvre. Les filles quittent l'école plus tôt que les garçons, et sont plus à risque de mariage prématuré et d'analphabétisme. Les femmes adultes ont en moyenne deux ans d'éducation de moins que les hommes, ont un taux de chômage plus élevé (+20 points de pourcentage) et gagnent en moyenne 32% de moins que les hommes.



Augmenter les revenus et les opportunités dans le secteur agricole et pour les travailleurs indépendants du secteur informel.

En zone rurale, les priorités sont de développer la productivité agricole, encourager le meilleur fonctionnement et l'accès aux marchés (d'intrants et produits finaux), favoriser la diversification (agricole et non-agricole). En zone urbaine l'urgence est de favoriser l'éducation et les compétences pour augmenter les revenus du travail. L'accès aux services et infrastructures de base (eau, électricité, transport) et aux compétences est également essentiel pour permettre aux travailleurs de pleinement réaliser leur potentiel.

Presque 80% des ménages opérant exclusivement dans le secteur agricole sont pauvres. Presque 60% des pauvres travaillent dans le secteur informel en tant que travailleurs indépendants. Les personnes actives dans le secteur agricole gagnent en moyenne 75% de moins, et celles engagées dans le secteur informel gagnent 50% de moins que les travailleurs du secteur formel.



Protéger les pauvres et vulnérables contre les chocs.

Une stratégie de gestion des risques est prioritaire afin de protéger les moyens de subsistance des ménages et des individus. Pour cela il faudrait améliorer le ciblage ainsi que la coordination sur le terrain entre gouvernement et agences et augmenter la couverture des programmes de protection sociale (là où cela est possible). D'autre part, un volet de gestion des risques de désastres naturels devrait compléter toute stratégie de réduction de la pauvreté et tout investissement public ou privé.

Près de 75% des haïtiens font face à au moins un choc économique par an. Confrontés à un choc climatique, 56% des ménages extrêmement pauvres doivent modifier leur consommation alimentaire, ce qui mène à des taux élevés de malnutrition et d'anémie.